

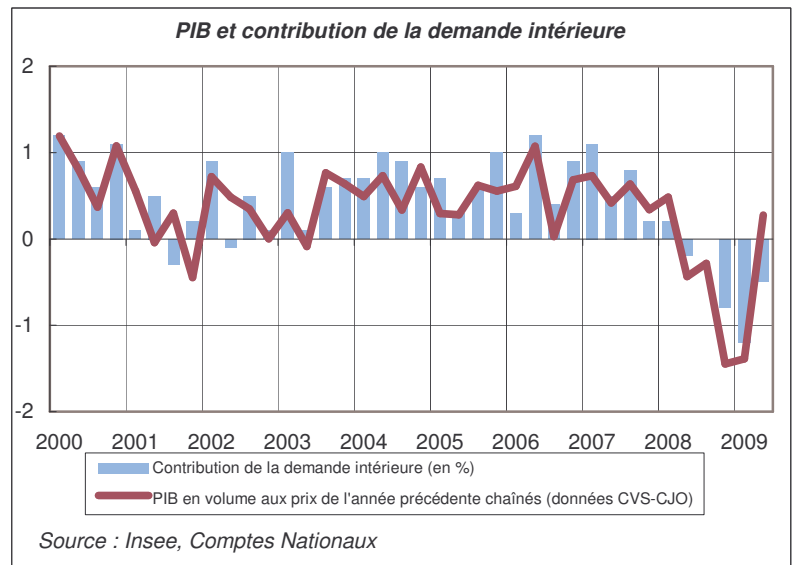
## Un trimestre positif pour la région

### Retour vers la croissance nationale

Au deuxième trimestre 2009, les économies avancées se stabilisent, grâce notamment à une reprise de la demande des pays émergents et aux plans de relance gouvernementaux qui soutiennent la consommation des ménages. Le commerce mondial redémarre doucement. Les marchés financiers se détendent progressivement. Toutefois, l'emploi continue de s'ajuster à la forte contraction de l'activité de l'hiver dernier.

En France, le PIB est en hausse de 0,3 %. Les ventes de logements neufs augmentent, notamment grâce à la baisse des taux d'intérêt. Cependant, les entreprises freinées par une forte surcapacité de production, réduisent encore leurs investissements.

Au cours des mois à venir, le taux de chômage, lié aux pertes d'emploi, devrait continuer de croître, mais plus lentement. Le pouvoir d'achat des ménages français pourrait quand même progresser modestement. Après le rebond enregistré au deuxième trimestre, l'économie française continuerait de croître sur un rythme modéré au second semestre.



### Réveil de l'économie régionale

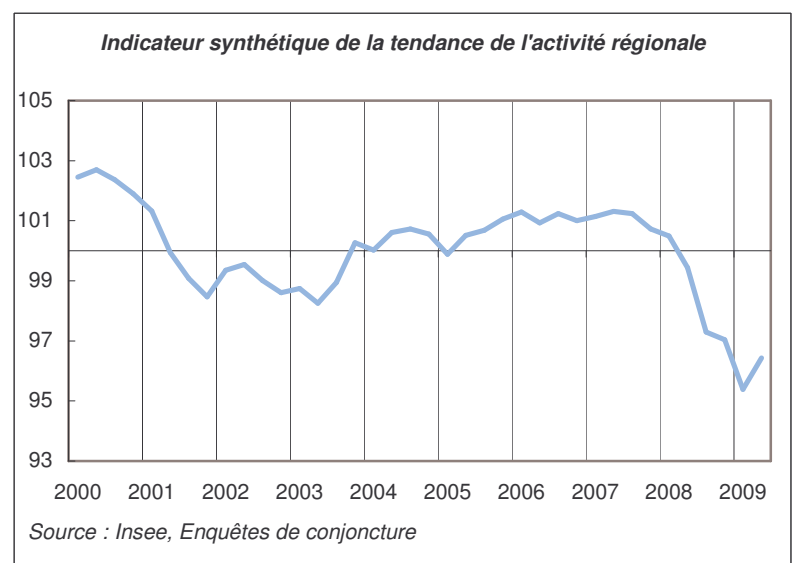
L'opinion des chefs d'entreprise sur l'activité passée de l'industrie, du bâtiment et des services dans leur ensemble témoigne d'un léger regain d'activité qui devrait se prolonger le trimestre prochain. Les industriels et chefs d'entreprise du bâtiment soulignent leur capacité à produire davantage.

La création d'entreprise affiche une croissance sans précédent dans la région, due au succès du régime de l'auto-entreprise.

Par contre le commerce extérieur tarde à se reprendre et, si le déficit commercial se réduit, c'est grâce au resserrement des importations.

L'emploi salarié continue de pâtir de la crise ; le secteur de la construction est le plus durement touché, suivi par l'industrie. Les services et le commerce, en gain d'emploi un an plus tôt, réduisent aussi leurs effectifs.

Le chômage, avec le déclin de l'emploi, continue son ascension. Il augmente de 0,6 point au deuxième trimestre et atteint 8,4 % de la population active, un niveau jamais égalé depuis 10 ans. Cependant, la région se maintient encore à un niveau inférieur à celui de la France métropolitaine (9,1 %).



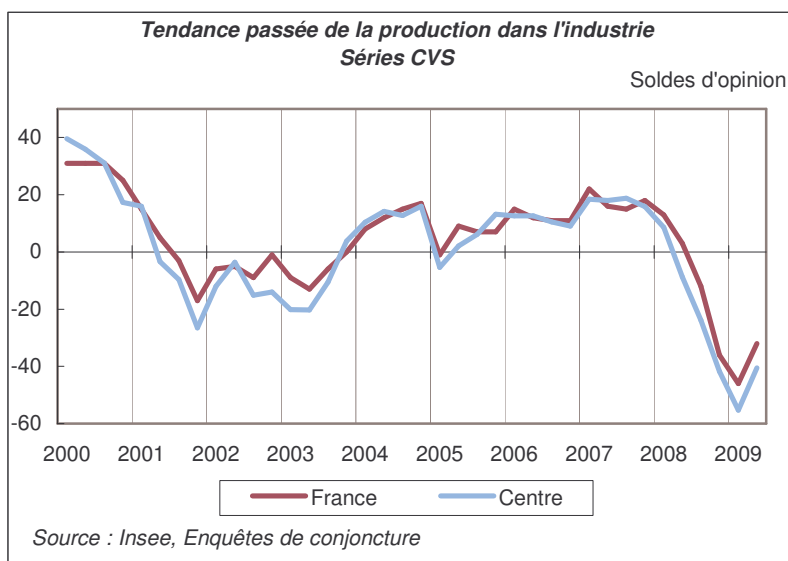
## Activité économique

### Léger rebond dans l'industrie

Comme en France métropolitaine, les industriels interrogés en juillet sur l'activité de l'industrie au deuxième trimestre 2009 signalent une amélioration. La demande et la production repartent doucement dans tous les secteurs, tout en restant inférieures à celles du même trimestre de l'année passée.

En marge de la tendance générale, le secteur des biens d'équipements tarde à donner des signes de reprise. Les industriels continuent de prévoir pour les mois à venir une baisse de la demande étrangère, de la production et des effectifs.

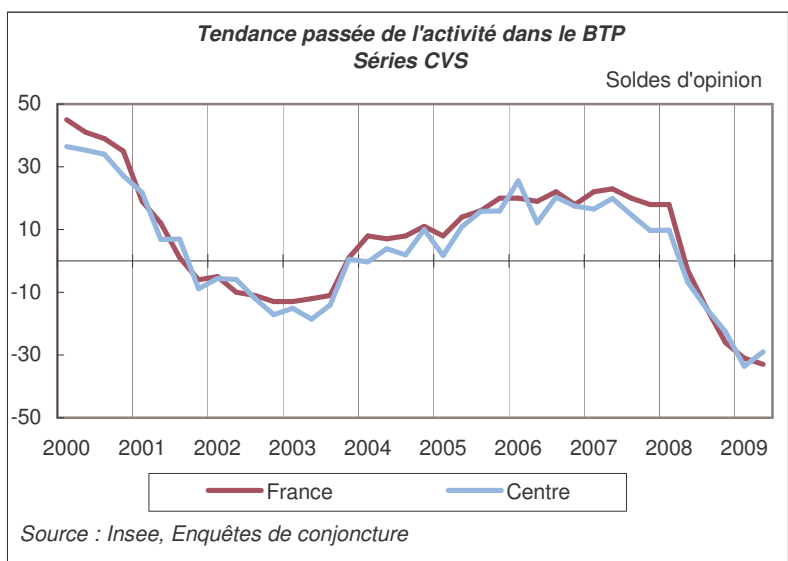
Dans l'automobile, après la nette amélioration du trimestre dernier, la prévision est plutôt à une stagnation de la demande et de la production.



### Le repli de l'activité s'atténue dans le bâtiment

Comme prévu le trimestre précédent, un peu moins d'entrepreneurs du bâtiment constatent ce trimestre une baisse de leur activité, et ce, dans tous les secteurs (logements et bâtiments neufs, amélioration et entretien, chantiers publics et privés). Ces signes de rétablissement se prolongeraient le trimestre prochain. Toutefois, les pronostics des entrepreneurs sur leurs carnets de commande ne s'améliorent pas.

L'éclaircie concerne à la fois le gros œuvre et le second œuvre. L'inquiétude s'accroît toutefois dans le second œuvre en ce qui concerne les délais de paiement, la situation de trésorerie et la poursuite de la baisse des prix.



**Avertissement** : du fait de perturbations informatiques liées à la mise en place de l'application Sit@del2, la DRE n'est pas en mesure de diffuser de résultats relatifs aux mises en chantier pour le deuxième trimestre 2009.

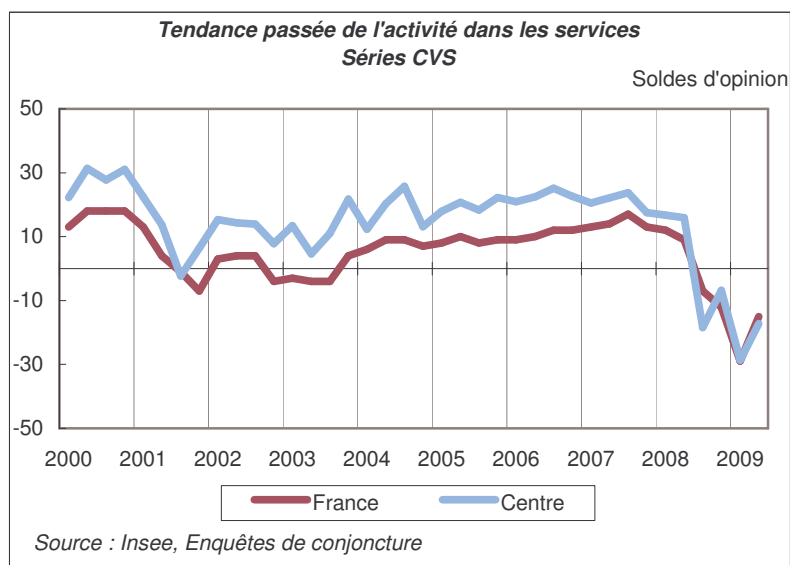
## Les services se redressent

Les services ne font pas exception à la règle ; dans ce secteur aussi, les chefs d'entreprise notent des signaux d'amélioration.

Ce progrès cache malgré tout des disparités entre les secteurs. Les services personnels et domestiques et, contrairement aux anticipations du trimestre dernier, les activités sportives et culturelles déclarent avoir réduit leur activité au deuxième trimestre 2009. Les entrepreneurs envisagent dans ces secteurs ainsi que dans les postes et télécommunications, les hôtels et restaurants, les services aux particuliers et les services de conseil et d'assistance une baisse d'activité dans les mois à venir.

En revanche, l'immobilier et les services opérationnels devraient poursuivre leur progression.

Au prochain trimestre, d'après les enquêtes, l'activité des services ainsi que la demande devraient continuer à s'améliorer.



## Succès confirmé du régime d'auto-entreprise

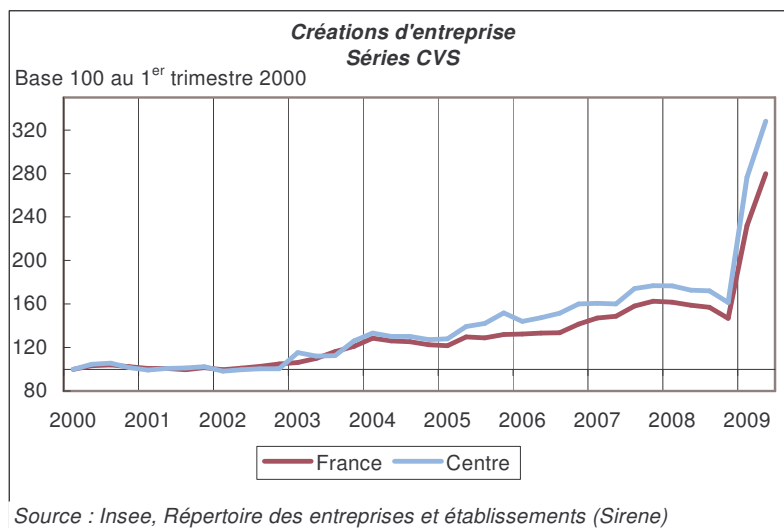
*Avertissement : depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007, la notion de création d'entreprise a été redéfinie. Pour plus d'information se référer à la rubrique « Pour comprendre ces résultats ».*

En données corrigées des variations saisonnières, les créations d'entreprise augmentent fortement, que ce soit en France ou dans le Centre. Les demandes de création sous le régime d'auto-entrepreneur sont moteur de cette accélération. Depuis le début de l'année, il est à l'origine d'une création sur deux au plan national, et de 60 % dans le Centre.

Ce trimestre, 4 571 nouvelles entreprises régionales ont vu le jour. Sur un an, le nombre de créations augmente de 40 %.

En tête des progressions, les activités de service telles que réparation d'ordinateurs, coiffeurs et activités récréatives et de loisirs (+ 94 % sur un an), puis les activités d'information et de communication (+ 86 %).

En revanche, les activités immobilières ainsi que de transports et entreposage subissent une baisse de leurs créations.



<b>Créations d'entreprise</b>		
	Données CVS : évolution par rapport au trimestre précédent (en %)	
	2 <sup>e</sup> trimestre 2009	1 <sup>er</sup> trimestre 2009
Centre	18,6	71,3
France	20,6	58,0

Source : Insee, Répertoire des entreprises et établissements (Sirene)

### Créations d'entreprise par secteur

Secteur	2e trimestre 2009 (brut)	2e trimestre 2008 (brut)	Cumul sur les quatre derniers trimestres	Glissement du cumul (en %)
Industries manufacturières, extractives et autres	232	117	678	46,8
dont : Industries manufacturières	218	103	627	48,2
Construction	644	429	1 956	10,6
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	1592	856	4 424	38,7
dont : Commerce, réparation d'automobile et motocycle	1286	624	3 514	47,5
Transports et entreposage	65	51	206	-15,2
hébergement et restauration	241	181	704	24,6
Information et communication	196	62	507	86,4
Activités financières et d'assurance	89	90	359	2,3
Activités immobilières	99	148	447	-10,4
Activités spécialisées, scientifiques et techniques, de services administratifs et de soutien	830	367	2 280	54,3
Administration publique, enseignement, santé et action sociale	292	158	1 068	37,3
Autres activités de services	597	193	1 553	93,6
<b>Ensemble des créations</b>	<b>4571</b>	<b>2420</b>	<b>13 272</b>	<b>38,3</b>

Source : Insee, Répertoire des entreprises et établissements (Sirene)

### Le déficit commercial s'amenuise

Au deuxième trimestre 2009, la région Centre accuse un déficit commercial moindre qu'au trimestre précédent (- 42 millions d'euros). Sur un an, les exportations ont baissé de 11 % tandis que les importations ont subi une diminution de seulement 7 %. Les déficits les plus significatifs concernent les secteurs des équipements mécaniques, du matériel électrique, électronique et informatique, des textiles, habillement, cuir et chaussures, enfin des produits métallurgiques et produits métalliques. Les principales positions excédentaires restent les produits pharmaceutiques, les produits chimiques, les parfums et cosmétiques ainsi que les matériels de transport.

Les chiffres du commerce extérieur				
	2 <sup>e</sup> trimestre 2009	2 <sup>e</sup> trimestre 2008	Cumul sur les quatre derniers trimestres	Glissement du cumul (en %)
Exportations	3 328	4 242	14 520	-11,4
Importations	3 337	3 871	14 159	-6,9
Solde	-9	371	361	-

Source : Direction Régionale des Douanes du Centre

Unité : millions d'euros - CAF - FAB (Importations coût, assurance et fret - exportations franco à bord)

L'Union européenne reçoit toujours près des trois quarts des exportations. Les principaux pays clients restent les pays les plus proches : Belgique, Allemagne, Royaume-Uni, Espagne, Italie et Pays-Bas. Les échanges avec les États-Unis ont progressé par rapport au même trimestre de l'an dernier, du fait d'une évolution favorable du prix du dollar.

Commerce extérieur : cumul des quatre derniers trimestres (3t2008-2t2009)			
Exportations	14 520	Importations	14 159
<b>Produits principaux</b>		<b>Produits principaux</b>	
Produits pharmaceutiques	3 934	Produits pharmaceutiques	2 060
Parfums, cosmétiques et produits d'entretien	1 966	Machines et équipements d'usage général	1 275
Machines et équipements d'usage général	1 578	Produits chimiques de base, produits azotés, matières plastiques et caoutchouc synthétique	990
Matériel électrique	642	Produits électroniques grand public	903
Produits en plastique	416	Machines agricoles et forestières	620

Source : Direction Régionale des Douanes du Centre

Unité : millions d'euros - CAF - FAB (Importations coût, assurance et fret - exportations franco à bord)

## Emploi salarié

### Les effets de la crise continuent de se répercuter sur l'emploi salarié

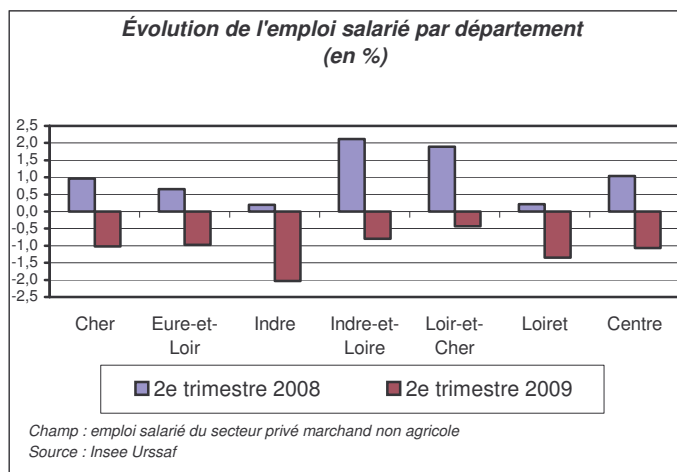
Au cours du deuxième trimestre 2009, selon les premiers chiffres disponibles, l'emploi salarié du secteur privé marchand non agricole en région Centre continue de baisser : -1,1 % par rapport au premier trimestre 2009 contre une augmentation de 1 % un an auparavant. Du fait des quatre baisses trimestrielles successives, l'emploi a reculé de 4,5 % en un an.

<b>Emploi salarié</b>					
Glissements trimestriels					
Taux d'évolution bruts en %					
Départements	2 <sup>e</sup> trimestre 2009	1 <sup>er</sup> trimestre 2009	4 <sup>e</sup> trimestre 2008	3 <sup>e</sup> trimestre 2008	2 <sup>e</sup> trimestre 2008
Cher	-1,0	-2,2	-1,3	-0,7	1,0
Eure-et-Loir	-1,0	-1,5	-1,1	-0,1	0,7
Indre	-2,0	-1,8	-1,7	0,8	0,2
Indre-et-Loire	-0,8	-1,4	-0,5	-2,0	2,1
Loir-et-Cher	-0,4	-1,7	-1,8	-1,8	1,9
Loiret	-1,4	-1,8	-0,6	-0,6	0,2
<b>Centre</b>	<b>-1,1</b>	<b>-1,7</b>	<b>-1,0</b>	<b>-0,9</b>	<b>1,0</b>

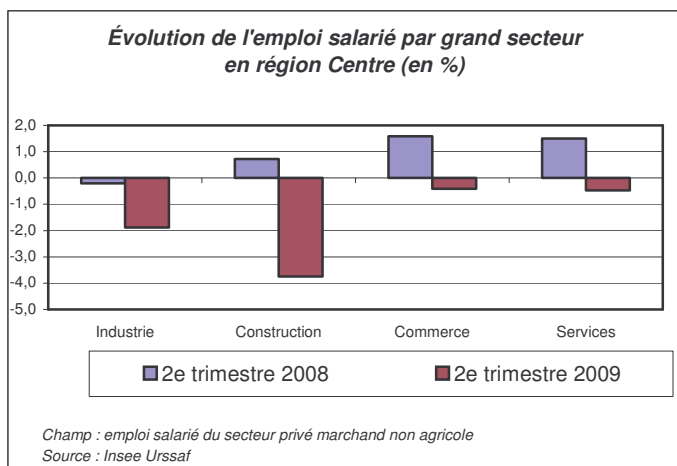
Champ : emploi salarié du secteur privé marchand non agricole

Source : Insee Urssaf

Les réductions d'effectifs d'ampleur non négligeable concernent les six départements de la région et traduisent une nette dégradation par rapport à l'évolution du même trimestre de 2008. L'Indre et le Loiret connaissent les plus forts replis de l'emploi (respectivement -2,0 % et -1,4 %) après une quasi-stabilité il y a un an. Le Loir-et-Cher et l'Indre-et-Loire présentent les plus faibles baisses (-0,4 % et -0,8 %), alors qu'un an auparavant ces départements connaissaient les plus fortes hausses, autour de 2 %. Dans les deux autres départements, la baisse de l'emploi suit celle de la moyenne régionale ce trimestre.



Les quatre grands secteurs réduisent leurs effectifs salariés au deuxième trimestre 2009. Malgré tout, la baisse de l'emploi concerne essentiellement la construction et dans une moindre mesure l'industrie. Le secteur de la construction perd ce trimestre 3,8 % d'emploi salarié alors qu'il en gagnait il y a un an (0,7 %). L'industrie continue de perdre des emplois, mais à un rythme nettement plus soutenu ce trimestre qu'un an auparavant (-1,9 % contre -0,2 %). Le commerce et les services baissent de 0,4 % et 0,5 % alors que ces secteurs augmentaient leurs effectifs salariés un an plus tôt (respectivement 1,6 % et 1,5 %).



## Globalement, des effectifs salariés stables malgré une perte de 2 000 emplois dans l'industrie

Dans l'ensemble des établissements de plus de 10 salariés, le solde des entrées et des sorties est légèrement positif au premier trimestre 2009 (+ 225 emplois). Cette situation générale masque une grande hétérogénéité selon le secteur d'activité. En effet, l'industrie a perdu 2 016 emplois au cours du trimestre. Par contre, le secteur de la construction a créé 1 070 postes et le tertiaire enregistre 1 171 emplois supplémentaires. Ce dernier secteur représente plus de 80 % de l'ensemble des mouvements de main-d'œuvre avec un taux de rotation de 12,0 %.

1 <sup>er</sup> trimestre 2009	Entrées dans les établissements			Sorties dans les établissements			Mouvements de main-d'œuvre	
	Taux d'entrée	Évolution du taux d'entrée par rapport au 1 <sup>er</sup> trimestre 2008 (en point)	Nombre d'entrées physiques	Taux de sortie	Évolution du taux de sortie par rapport au 1 <sup>er</sup> trimestre 2008 (en point)	Nombre de sorties physiques	Taux de rotation	Évolution par rapport au 1 <sup>er</sup> trimestre 2008 (en point)
Industrie	2,7		5 491	3,6		7 507	3,1	
Construction	4,4		3 044	3,0		1 974	3,7	
Tertiaire	12,1		42 524	12,0		41 353	12,0	
<b>Total</b>	<b>8,2</b>		<b>51 059</b>	<b>8,3</b>		<b>50 834</b>	<b>8,2</b>	

Source : DRTEFP du Centre Déclaration mensuelle obligatoire des Mouvements de Main-d'Œuvre (DMMO) et enquête sur les mouvements de main-d'œuvre dans les établissements de plus de 10 salariés

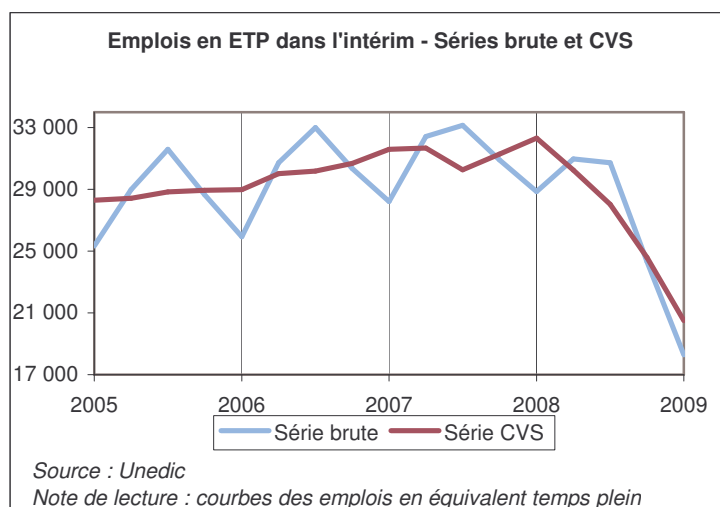
Nota : les évolutions par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2008 ne peuvent être calculées suite à une absence de collecte significative pour cette période.

## L'emploi intérimaire toujours en pleine tourmente

Au premier trimestre 2009, le nombre d'emplois intérimaires en données corrigées des variations saisonnières continue sa descente avec une régression de 18,1 % par rapport au trimestre précédent.

Cette tendance touche particulièrement le secteur de l'industrie qui a perdu en un trimestre près d'un quart de ses intérimaires, secteur qui a déjà payé un lourd tribut le trimestre précédent (- 21,3 %). La situation dans le tertiaire s'est dégradée avec une perte de près de 15 % d'intérimaires sur un trimestre.

En données brutes, sur une période plus longue (un an), on observe la même tendance, mais plus accentuée : près de 37 % d'emplois intérimaires en équivalent temps plein ont disparu.



Intérim : emplois en équivalent temps plein						
Secteur	Données CVS : Évolution par rapport au trimestre précédent (%)		Données brutes			
	1 <sup>er</sup> trimestre 2009	4 <sup>e</sup> trimestre 2008	1 <sup>er</sup> trimestre 2009	1 <sup>er</sup> trimestre 2008	Cumul sur les quatre derniers trimestres	Glissement du cumul (en %)
Industrie	-24,2	-21,3	7 783	14 984	50 203	-23,1
Construction	-9,9	-9,4	3 302	4 478	17 108	-11,6
Services	-14,2	-3,6	7 196	9 395	36 980	-9,1
<b>Total</b>	<b>-18,1</b>	<b>-13,5</b>	<b>18 281</b>	<b>28 857</b>	<b>104 291</b>	<b>-16,8</b>

Source : Unedic

## Un taux de chômage toujours en hausse

Après une augmentation d'un point au premier trimestre 2009, le deuxième trimestre s'inscrit dans la même tendance avec une nouvelle hausse de 0,7 point au niveau régional. Ce rythme de progression est quasiment identique à celui du niveau national : + 0,6 point sur un trimestre. L'évolution sur un an est un peu plus défavorable à la région : hausse de 2,1 points contre 1,9 point en France métropolitaine.

L'évolution trimestrielle par département varie de + 0,5 point dans l'Indre et l'Indre-et-Loire à + 0,7 point dans l'Eure-et-Loir et le Loiret.

Les taux de chômage de l'ensemble des départements demeurent néanmoins inférieurs au taux de chômage national.

<b>Taux de chômage départementaux (en %)</b>			
	2 <sup>e</sup> trimestre 2009 *	Variation sur un trimestre (en point)	Variation sur un an (en point)
Cher	8,8	0,6	1,9
Eure-et-Loir	8,6	0,7	2,3
Indre	8,1	0,5	2,2
Indre-et-Loire	8,1	0,5	1,6
Loir-et-Cher	8,4	0,6	2,2
Loiret	8,2	0,7	2,1
<b>Centre</b>	<b>8,4</b>	<b>0,7</b>	<b>2,1</b>
<b>France</b>	<b>9,1</b>	<b>0,6</b>	<b>1,9</b>

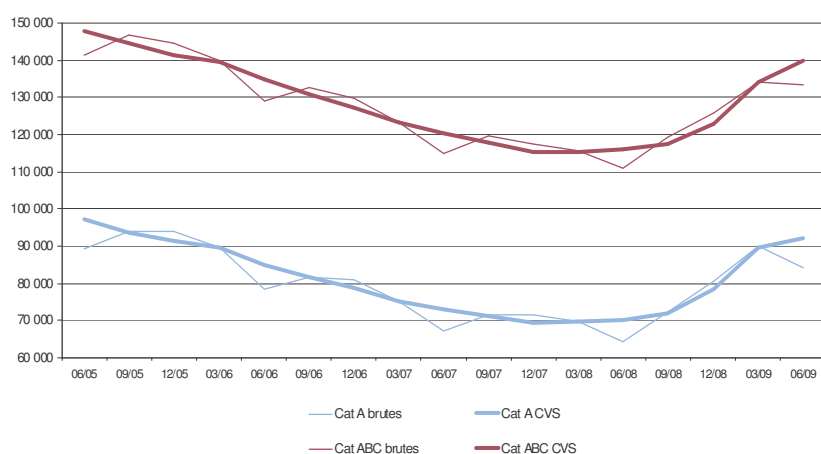
\* Estimations provisoires au 2<sup>e</sup> trimestre 2009

Source : Insee, Taux de chômage localisés

## Des demandeurs d'emploi de plus en plus nombreux

Avec plus de 92 000 demandeurs d'emploi en catégorie A inscrits à Pôle emploi à la fin du second trimestre 2009, l'augmentation se poursuit mais à un rythme plus faible : + 2,6 % par rapport au trimestre précédent contre une augmentation de + 14,7 % au premier trimestre 2009. En France métropolitaine à la fin du deuxième trimestre 2009, la hausse est de + 3,1 %.

Demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM)



Source : STMT - Pôle emploi Centre, DARES  
Calcul des CVS : DRTEFP du Centre, SEPES

	Centre (CVS et en %)	France métropolitaine (CVS-CJO et en %)
2 <sup>e</sup> trimestre 2009		
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	92 060	2 524 500
Évolution sur le trimestre (en %)	2,6	3,1
Catégories A,B,C (actes positifs de recherche d'emploi)	139 990	3 634 800
Évolution sur le trimestre (en %)	4,4	4,4

Source : STMT Pôle emploi, Dares

Calcul des cvs : DRTEFP du Centre / SEPES

Concernant l'ensemble des demandeurs d'emploi (catégories A, B et C), la situation régionale s'aggrave plus fortement avec une hausse de 4,4 % comme au niveau national. Sur un total de 140 000 demandeurs d'emploi en région Centre, près d'un cinquième a moins de 25 ans. La situation des jeunes s'est particulièrement détériorée sur 12 mois, leur part dans la demande d'emploi ayant augmenté de 1,7 point. Par contre, la situation des demandeurs d'emploi de longue durée et des femmes s'améliore sur cette même période en termes de structure.

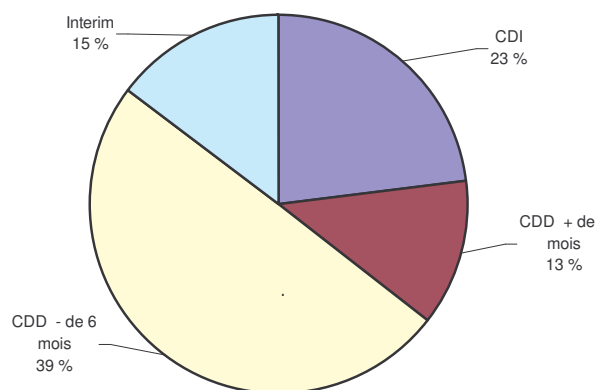
<b>Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi de catégorie A, B, C</b>				
Données CVS	Centre		France	
	2 <sup>e</sup> trimestre 2009	2 <sup>e</sup> trimestre 2008	2 <sup>e</sup> trimestre 2009	2 <sup>e</sup> trimestre 2008
Part des jeunes (en %)	19,1	17,4	17,3	15,8
Part des chômeurs de longue durée (en %)	30,7	31,5	30,3	31,7
Part des femmes (en %)	51,1	54,9	50,0	53,4

Source : STMT Pôle emploi Dares. Calcul des cvs : DRTEFP du Centre / SEPES

## Les offres en contrat à durée indéterminée deviennent rares

Près de 34 000 offres ont été déposées à Pôle emploi Centre au cours du deuxième trimestre 2009, soit une baisse de plus d'un cinquième sur un an. Les postes offerts sous contrat à durée indéterminée (CDI) ont fortement diminué sur un an (- 36,4 %) ainsi que les offres de missions d'intérim d'un mois et plus (- 34,4 %) ou de très courte durée, moins d'un mois (- 32,3 %). Les emplois en CDI représentent moins d'un quart (23 %) de l'offre totale, soit 6 points de moins que le trimestre précédent. Les offres pour des contrats à durée déterminée de moins de 6 mois sont nombreuses, représentant près de 4 postes sur 10.

### Offres d'emploi enregistrées par type de contrat



Source : DRTEFP du Centre, fichier Pôle emploi

## Une baisse des sorties...

Les sorties des listes d'inscription à Pôle emploi deviennent de plus en plus difficiles. En effet, 53 500 demandeurs d'emploi (catégories A, B et C) sont sortis au cours de ce deuxième trimestre 2009, soit un ralentissement de 4,7 % par rapport à la situation du deuxième trimestre 2008.

L'augmentation des sorties suite à une radiation pour absence au contrôle sur un an (+ 10,9 %) ne compense pas la diminution des sorties suite à une reprise d'emploi (- 11,2 %) ou suite à un arrêt de recherche (- 21,9 %). Ces deux motifs représentent 37,1 % des sorties totales contre 37,7 % pour les absences aux contrôles.

Sorties de Pôle emploi par motif (catégories A,B,C)				
Données brutes	2 <sup>e</sup> trimestre 2009	2 <sup>e</sup> trimestre 2008	Évolution par rapport au 2 <sup>e</sup> trimestre 2008 (en %)	Part de chaque motif (%)
Nombre de sorties	53 544	56 208	-4,7	
dont :				
Reprises d'emploi	10 302	11 607	-11,2	19,2
Entrées en stage	2 650	2 792	-5,1	4,9
Absence au contrôle	20 166	18 179	10,9	37,7
Arrêt de recherche	9 591	12 284	-21,9	17,9
Autres motifs	10 835	11 346	-4,5	20,2

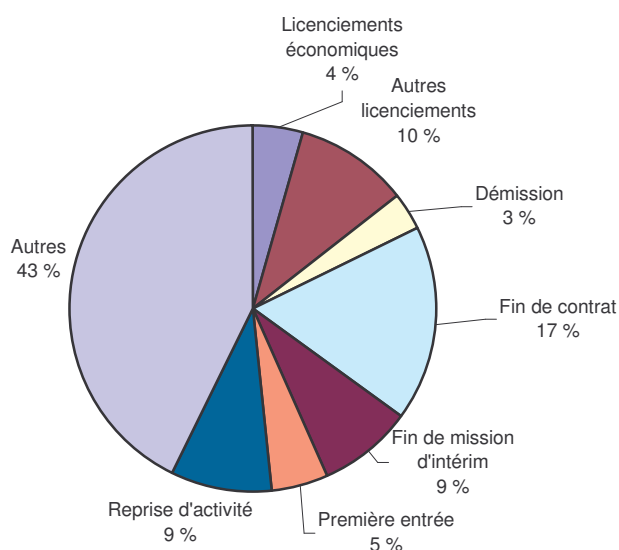
Source : STMT Pôle emploi, Dares.

## ... et une hausse des entrées

Au cours du deuxième trimestre 2009, 52 200 demandeurs d'emploi se sont inscrits à Pôle emploi Centre soit une augmentation de 5,1 % à période identique en 2008.

Les inscriptions suite à un motif non identifié "Autres" prennent une part prépondérante dans les entrées de ce trimestre puisqu'elles atteignent 43 % de l'ensemble des inscriptions et augmentent de 15,1 % sur un an. Les entrées suite à une fin de contrat (17 %) ont une évolution annuelle négative (- 5,6 %). Certes les inscriptions suite à un licenciement autre qu'économique ont tendance à diminuer sur une période d'un an (- 11,7 %), mais elles ne représentent qu'un dixième des entrées. Quant aux inscriptions suite à un licenciement économique, deux fois moins nombreuses qu'à la suite d'autres licenciements, elles subissent une forte hausse annuelle, de près de 31 %.

### Entrées à Pôle emploi au cours du 2<sup>e</sup> trimestre 2009



Source : DRTEFP du Centre, fichier Pôle emploi

## Pour comprendre ces résultats

### **La repondération des enquêtes de conjoncture**

Les données sont issues de l'application des résultats de l'enquête nationale de conjoncture dans l'industrie, le bâtiment et les services (voir champs exacts ci-dessous), à l'appareil productif régional. Cette régionalisation prend ainsi en compte la structure particulière de l'industrie, du bâtiment et des services en région Centre.

Les résultats sont exprimés en solde d'opinion (défini comme étant la différence entre le pourcentage de réponses en hausse et du pourcentage de réponses en baisse).

Les champs exacts concernés sont :

- pour l'industrie : industries manufacturières, industries agro-alimentaires et raffineries de pétrole, i.e. les niveaux EB, EC, ED, EE, EF en NES 16 hors 160Z (Industrie du tabac), 311C (Réparation de matériel électrique), 131Z (Extraction de minerais de fer), et 132Z (Extraction de minerais de métaux non ferreux) en NAF 2003 Rev1.

- pour le bâtiment : industries du bâtiment dont les entreprises comptent plus de 11 salariés i.e. le niveau EH en NES 16.

- pour les services : services marchands (hors services financiers et transports) i.e. les services aux entreprises, aux particuliers et les activités immobilières, soit les niveaux EM, EN et EP en NES 16 hors N4 (Recherche et développement) en NES 36 et P32 (Services domestiques) en NES 114.

### **Les données brutes et corrigées des variations saisonnières (CVS)**

La série brute est la série observée ; son évolution peut en général se décomposer en trois facteurs : une tendance, une composante saisonnière et des composantes irrégulières. La correction des variations saisonnières est une technique que les statisticiens emploient pour éliminer l'effet des fluctuations saisonnières normales sur les données, de manière à en faire ressortir les tendances fondamentales (tendance et composantes irrégulières). Les données CVS sont utilisées pour comparer les trimestres entre eux.

Les données brutes sont utilisées pour comparer une période par rapport à la même période de l'année précédente. Pour des données brutes trimestrielles, on compare donc le trimestre au même trimestre de l'année précédente ; pour des données trimestrielles cumulées sur quatre trimestres, on compare le cumul sur les quatre derniers trimestres au cumul sur les quatre trimestres précédents.

### **L'indicateur synthétique régional**

Il résume l'activité régionale passée à partir des résultats repondérés des enquêtes de conjoncture : c'est la moyenne pondérée des trois soldes d'opinion sur les tendances passées de l'activité dans l'industrie, le bâtiment et dans les services.

### **Les demandeurs d'emploi inscrits à pôle emploi**

Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi

Catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois).

Catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois).

Catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi.

Catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

### **L'emploi salarié**

Les données conjoncturelles sur l'évolution de l'emploi salarié utilisent les déclarations trimestrielles des postes de travail des Bordereaux de Recouvrement des Cotisations adressées par les employeurs à l'Urssaf (Union de Recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale et des Allocations Familiales) et transmises trimestriellement à l'Insee pour traitements statistiques.

Le champ couvert correspond au secteur privé marchand non agricole. Sont exclus les salariés des secteurs relevant de la MSA (Mutualité Sociale Agricole), de l'énergie, de la Poste et des télécommunications, les emplois intérimaires, les emplois aidés et ceux relevant des services domestiques, les emplois de l'administration (y compris éducation et santé-action sociale).

Les évolutions du dernier trimestre publié sont provisoires, celles du trimestre précédent sont semi-définitives.

Les résultats sont présentés en glissement trimestriel : l'évolution de l'emploi observée au cours d'un trimestre (entre le premier et le dernier jour du trimestre) est comparée à l'évolution observée au cours du même trimestre de l'année précédente.

### **Les mouvements de main-d'œuvre**

Le taux d'entrée rapporte le nombre d'entrées du trimestre à l'effectif total de l'entreprise en début de trimestre. Le taux de sortie rapporte le nombre de sorties du trimestre à l'effectif total de l'entreprise en début de trimestre.

### **Le taux de rotation de la main-d'œuvre**

Ce taux correspond à la demi-somme des taux d'entrée et de sortie.

### **Le taux d'évolution des effectifs salariés**

Ce taux est égal à la différence entre le taux d'entrée et le taux de sortie.

### **Les créations d'entreprise**

La statistique des créations d'entreprise est constituée à partir des informations du répertoire des entreprises et des établissements (Sirène). Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007, la notion de création d'entreprise s'appuie sur un concept harmonisé au niveau européen pour faciliter les comparaisons : une création d'entreprise correspond à la mise en œuvre de nouveaux moyens de production. De plus, cette statistique concerne désormais l'ensemble des activités marchandes hors agriculture.

### **Le chômage**

En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau International du Travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions : être sans emploi, c'est-à-dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ; être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours et chercher activement un emploi ou en avoir trouvé un qui commence ultérieurement.

### **Le taux de chômage**

Le taux de chômage est le pourcentage de chômeurs dans la population active (actifs occupés + chômeurs).

### **DRTEFP Centre**

Immeuble Val de Loire - 4, passage de la Râpe - BP 24315 - 45043  
Orléans Cedex 1  
Tél. : 02 38 77 68 00 - Site Internet : [www.centre.travail.gouv.fr/](http://www.centre.travail.gouv.fr/)

### **INSEE Centre**

131, rue du faubourg Bannier - 45034 Orléans Cedex 3  
Tél. : 02 38 69 52 52 - Site Internet : [www.insee.fr/centre](http://www.insee.fr/centre)

### *Directeur de la publication :*

Pascal Bodin (DRTEFP)

*Rédacteur en chef :*

Danièle Quinquet (INSEE)

### *Rédaction :*

DRTEFP du Centre (SEPES) - INSEE

